



Monsieur le président du CHS-CT

Les organisations syndicales Solidaires Finances, CGT Finances et FO Finances de Charente Maritime ont décidé de boycotter cette première convocation du CHS-CT.

Nous ne pouvons ignorer la mobilisation des salariés qui s'est installée dans le pays contre la Loi Travail. Les grèves sont ancrées dans de nombreux secteurs qui allient revendications particulières et exigence du retrait de la loi : raffineries, transports, énergie, assainissement, portuaire, aérien, agroalimentaire, métallurgie, commerce...

Nous ne pouvons ignorer que les actions de grèves se développent à la DGFIP en conjuguant revendications particulières sur l'emploi (*notamment sur les vacances de postes*) et les restructurations à la mobilisation interprofessionnelle. Dans les départements comme les Pyrénées Orientales, l'Aude et le Var, pour ne citer qu'eux, les mouvements de grèves s'inscrivent là aussi dans la durée.

Il n'y a pas d'un côté les revendications de la DGFIP et de l'autre une loi de casse du code du travail qui ne concernerait que les salariés du privé. C'est aux mêmes politiques que nous sommes tous et toutes confrontés.

L'inversion de la hiérarchie des normes de la loi travail, en favorisant des accords d'entreprises, moins favorables que les accords de branche, non seulement ne créera pas d'emplois mais provoquera un véritable dumping social entre les entreprises.

Cette politique de régression sociale est aussi à l'œuvre avec les attaques dans la fonction publiques contre le statut général et les statuts particuliers (PPCR, RIFSEEP) et les 35H avec le rapport Laurent.

Le Directeur Général des Finances Publiques avec ces « lignes directrices » confirme la volonté de poursuivre l'accélération des restructurations, la remise en cause de nos missions et de soumettre les agents à l'arbitraire et au « bon vouloir » des directeurs locaux, par la remise en cause des règles de gestion.

Qu'il s'agisse de la Loi Travail ou des réformes structurelles en cours dans de nombreux secteurs dont la DGFIP, tous ces projets relèvent de la même idéologie de « moins disant social » et de rupture de l'égalité républicaine